



cités
unies
france

la lettre

de la
coopération
décentralisée

NUMÉRO SPÉCIAL

4^{ème} forum de l'action
internationale des
collectivités



**Mai-Juin
2013**

Evénement : 4 ^e Forum de l'action internationale des collectivités	2
Afrique	20
Amérique latine et Caraïbes	21
Asie	23
Europe	25
Méditerranée	26
Thématiques.....	27
Agenda	30
Publications	32

Editorial

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Mesdames, Messieurs,
Chers adhérents,

C'est avec plaisir que je vous convie à participer à notre grand Forum annuel de l'action internationale des collectivités qui ouvrira ses portes les 1^{er} et 2 juillet prochains, au Palais des congrès de Paris, pour sa quatrième édition.

Conçu de manière à aborder tous les sujets qui sont au cœur de vos préoccupations et qui font l'actualité de la coopération décentralisée, le programme de cette quatrième édition du Forum est le suivant : plus de trente conférences et ateliers de travail géopolitiques et thématiques aborderont la valorisation des actions des collectivités petites et moyennes, la question des crises, catastrophes, guerres et guerres civiles, la place de l'action sociale dans la coopération décentralisée etc. Cela nous donnera l'occasion d'échanger avec des intervenants de qualité et de redéfinir ensemble les nouveaux défis de la coopération décentralisée.

Cette année nous avons choisi de consacrer notre séance plénière au rôle de la coopération décentralisée dans l'attractivité et le rayonnement des territoires, et à la place que l'action internationale des collectivités peut occuper dans ces nouvelles stratégies de développement. Il y a pour nous un lien évident entre ces stratégies et le travail fait depuis plus de 30 ans en coopération décentralisée. L'animation du territoire et la mobilisation des acteurs privés et associatifs, les échanges universitaires, les contacts institutionnels stables créés par la coopération décentralisée sont autant de facteurs constituant un cadre privilégié pour la promotion du territoire et de ses atouts. L'action des territoires s'inscrit dans la durée, en France comme à l'international. Nous sommes convaincus que chaque collectivité française qui développe son action internationale travaille pour un positionnement stratégique, pour le futur.

En partenariat avec Convergences, nous organiserons également le 1er juillet une soirée ouverte, sur la place des collectivités dans la redéfinition des objectifs du millénaire de développement, en présence de Jean-Michel Sévérino, membre du panel de haut niveau pour la définition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) après 2015, président de Convergences 2015, Marie-Hélène Aubert, conseillère pour les négociations internationales Climat et Environnement à la Cellule diplomatique de la Présidence de la République et Gustave Massiah, membre du conseil d'administration du Fonds Social Mondial et défenseur infatigable de la société civile.

Dans un souci constant d'amélioration et afin de répondre au mieux à vos attentes, nous avons introduit quelques nouveautés dans notre programme. Trois séances de formation, réservées exclusivement à nos adhérents, sont prévues sur la question du protocole, les aspects juridiques de la coopération décentralisée et les financements européens.

La Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD), instance présidée par M. le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, se tiendra le 1er juillet au matin et l'Assemblée générale de Cités Unies France, qui aura lieu le 2 juillet nous permettra de faire un bilan des actions menées par Cités Unies France au cours de cette année et de renouveler notre Conseil national.

En créant le Forum de l'action internationale des collectivités, notre ambition était, aux cotés de tous nos partenaires, d'interroger les acteurs locaux sur ce qu'ils estiment être les besoins de leurs territoires, de définir les axes de progrès et de mutualiser nos forces et nos actions pour y répondre au mieux. Cet événement que nous avons pensé comme le rendez-vous annuel de la coopération décentralisée, tient ses promesses. Avec près de 1200 participants en 2012, il est devenu un moment incontournable pour tous ses acteurs, y compris pour nos partenaires dont le nombre de délégations ne cesse d'augmenter.

Je vous invite à parcourir le programme qui se trouve dans ce numéro spécial de la Lettre de la coopération décentralisée et espère que vous serez nombreux, cette année encore, à venir contribuer aux débats avec vos idées et vos expériences.

Michel Delebarre

Ancien ministre d'État

Sénateur-maire de Dunkerque

Président de la Communauté urbaine de Dunkerque

Président de Cités Unies France

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



1^{er} et 2 juillet 2013, au Palais des Congrès de Paris

Institut pour la
Coopération
Internationale des
Collectivités



Programme prévisionnel

Conférences

Lundi 1^{er} juillet 2013

13h00 Accueil des participants

14h00

- Conférence thématique : Les collectivités territoriales dans la politique européenne de développement
- Conférence thématique : Collectivités petites et moyennes : valoriser votre action internationale
- Conférence régionale : Algérie: une société civile en mouvement dans un système politique stable

15h45 Pause sur l'espace Partenaire

16h15

- Conférence régionale : L'intercommunalité, une nouvelle gouvernance des territoires aux Caraïbes, en Afrique et en Amérique latine
- Conférence thématique : 2013 : Année de l'eau
- Conférence thématique : Rôle des ports dans l'action internationale des collectivités

18h00

- Conférence thématique : La place des collectivités dans les futurs objectifs du millénaire

19h30 Cocktail sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

Mardi 2 juillet 2013

8h30 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

11h00 Pause sur l'espace Partenaire

11h30 Séance plénière : L'action internationale des collectivités dans l'attractivité des territoires

13h15 Cocktail déjeuner sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

14h30

- Conférence thématique : Encourager la citoyenneté mondiale active, animation territoriale et transformation sociale
- Conférence thématique : Les collectivités territoriales face aux crises, catastrophes, guerres et guerres civiles
- Conférence thématique : Volontariats et action internationale des collectivités

16h00 Pause sur l'espace Partenaire

16h30

- Conférence thématique : Action sociale et coopération décentralisée : un champ en développement
- Conférence régionale : Géopolitique du Sahel
- Conférence thématique : Comment l'action internationale mobilise les autres politiques publiques ?

18h00 Cocktail de clôture du Forum

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 1^{er} juillet 2012

14h00 - 16h00	Intervenir sur l'assainissement en coopération décentralisée
14h30 - 16h00	Comité pilotage programme concerté Liban
16h15 - 17h45	Réunion du groupe-pays Arménie (à confirmer)
16h15 - 17h45	Réunion Maroc
18h00 - 19h30	Side event PFE
18h00 - 19h30	Réunion du groupe-pays Palestine (Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine - RCDP)
18h00 - 19h30	Réunion du groupe-pays Algérie : Projet NADA « Droits et citoyenneté, facteurs d'intégration »

Mardi 2 juillet 2013

11h00 - 13h00	Réunion de lancement du groupe-pays Russie
11h15 - 13h15	Terre des Hommes France/ COSI
11h00 - 12h00	Chine: préparation Séminaire de Chengdu octobre 2013
12h00 - 13h00	Les collectivités territoriales dans la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI)
14h00 - 16h00	Réunion du groupe-pays Sénégal
16h30 - 18h00	Coopération décentralisée et l'état civil au Sénégal
16h30 - 18h00	Enjeux de la mobilité urbaine dans les villes africaines et perspectives des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine

« Ateliers Formations »

Les formations sont réservées aux adhérents de Cités Unies France et, à titre exceptionnel, gratuites. Le nombre des participants est limité ; les premiers inscrits auront la priorité.

Lundi 1^{er} juillet 2012

16h15 - 17h45	FORMATION 1 : Aspects juridiques de l'action extérieure des collectivités
---------------	---

Mardi 2 juillet 2013

15h00 - 16h30	FORMATION 2 : Protocole & Politesse
16h30 - 18h00	FORMATION 3 : Financements européens

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Lundi 1^{er} juillet 2013

13h00 Accueil des participants

14h00 Conférences

• Les collectivités territoriales dans la politique européenne de développement

Depuis 2007, les collectivités territoriales européennes ont été reconnues par l'Union comme acteurs du développement, à travers principalement la mise en place d'un programme de financement de 230 millions d'euros pour leurs projets. Les collectivités françaises ont emmargé à ce programme à la hauteur de près de 20 millions d'euros sur les 7 ans de programmation. Les possibilités de financements européens existent et sont utilisés dans les limites de leur réalité à savoir des montants de subventions élevés et une gestion administrative lourde.

Cependant les liens entre l'Union européenne et les collectivités, européennes et partenaires, ne se limitent pas à ces lignes de financements. Les collectivités, garante de la démocratie locale, de la délivrance de service de base, l'échelon le plus proche des populations souhaitent collaborer au mieux avec le premier bailleur mondial de l'aide publique au développement qu'est l'Union européenne.

La place des collectivités dans la politique européenne de développement a évolué en 7ans. De bénéficiaires, les collectivités sont devenues aujourd'hui un interlocuteur incontournable et légitime dans la rédaction et la mise en oeuvre de la politique européenne de développement.

A la veille du vote du nouveau budget européen 2014-2020, cette conférence se propose de faire le point sur la place des collectivités et des thématiques qu'elles portent que sont la décentralisation et la gouvernance locale au sein de l'union européenne.

Présidente de séance : **Roselyne Lefrançois**, adjointe au maire de Rennes déléguée aux partenariats et aux relations internationales (à confirmer)

• Collectivités petites et moyennes : valoriser votre action internationale

Conférence organisée par :



Les relations de maire à maire, quelle que soit la taille du territoire de leur commune, ont fait l'objet d'une conférence au Forum l'an dernier. La richesse des échanges avait permis de partager des expériences, lister les outils et les différentes méthodes permettant de s'engager dans la coopération décentralisée, tout en soulignant sa valeur ajoutée pour les collectivités françaises et leurs partenaires. Une étude, commandée par Cités Unies France il y a quelques années, avait d'ailleurs identifié de nombreux impacts positifs potentiels de l'action extérieure des collectivités : implication des administrés, mobilisation du tissu associatif, animation locale, image et rayonnement de la collectivité, support à des démarches éducatives et de citoyenneté, développement économique, et renouveau du développement local.

Aujourd'hui, dans un contexte de réduction budgétaire, de resserrement des priorités et de critique, parfois acerbe, de la coopération décentralisée, les collectivités sont amenées à défendre leur position et leur engagement à l'international. Elles doivent donc développer un argumentaire justifiant et défendant leurs projets de coopération décentralisée.

La conférence donnera la parole à des élu(e)s qui témoigneront de leur façon de relever ces défis. Ils/elles montreront comment ils réussissent à valoriser l'action internationale au sein de leur ville ou intercommunalité,

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



et présenteront les outils qui leur permettent de surmonter les difficultés rencontrées.

Les interventions et les débats qui s'ensuivront donneront ainsi un aperçu des différentes méthodes utilisées par les collectivités pour valoriser leur action internationale, les arguments privilégiés, montrant ainsi la manière dont les outils de communication sont mobilisés.

Présidente de la séance : **Nicole Feidt**, maire de Toul, co-présidente de la commission Affaires internationales et coopération décentralisée à l'AMF

• **Conférence régionale : Algérie: une société civile en mouvement dans un système politique stable**

Depuis maintenant deux ans, des révolutions secouent le monde arabe. Ces revendications ont été portées par des jeunes revendiquant pour leurs peuples la liberté et la dignité. L'Algérie aurait-elle échappé à ce mouvement ?

Beaucoup d'observateurs ont été amenés à s'interroger : la tempête a renversé les régimes libyen et tunisien, elle a ébranlé le trône marocain. Pourquoi a-t-elle épargné le régime algérien ?

Depuis 1999, la paix est peu à peu revenue, même si le terrorisme intégriste continue à sévir dans quelques zones du pays. Mais le traumatisme est profond dans toute la population et explique, en partie, qu'elle se méfie des « révolutions » incontrôlées et toujours récupérables.

Pour autant et précisément parce que la paix est revenue, les frustrations sociales ne cessent d'exploser : il n'est pas de jour sans que la presse algérienne signale des émeutes, des coupures de routes, des occupations d'usines, d'administrations, des séquestrations de responsables. Le pays est riche, la dette publique est épongée, la Banque centrale regorge de réserves de change, mais les Algériens ont le sentiment de ne pas toucher les dividendes de cette richesse collective.

On constate que de nombreux Algériens acceptent de s'engager dans un milieu associatif qui a émergé, puis s'est structuré ces dernières années, notamment grâce à des programmes internationaux de formation et de renforcement de capacités, tels les programmes européens ONG1 et ONG2, ou encore le Programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA), un programme franco-algérien de renforcement du monde associatif consacré à l'enfance et à jeunesse. Très investie dans le champ social, la société civile semble devenir le corps intermédiaire entre les pouvoirs publics et la population. Elle risque néanmoins d'être fragilisée par la dernière réforme de la loi des associations qui semble vouloir davantage encadrer les associations.

A l'approche des élections présidentielles d'avril 2014, le véritable enjeu aujourd'hui est la question de la complémentarité entre les associations et les pouvoirs publics sur des questions sociales telles que l'emploi des jeunes, le logement, l'environnement... des champs activement investis par la société civile. Les pouvoirs publics algériens auront donc le choix entre la consultation et la concertation avec les associations ou une volonté stérile et contre-productive de contrôle et de main-mise sur leurs activités. On est en droit d'espérer que l'intérêt profond du pays l'emportera, à travers une complémentarité qui s'impose peu à peu, car elle est l'un des meilleurs remèdes à la crise profonde que traverse le pays.

Président de la séance : **Georges Morin**, conseiller délégué aux affaires méditerranéennes à la mairie de Gières (Isère), président du groupe-pays Algérie de Cités Unies France

15h45 Pause sur l'espace Partenaire

16h15 Conférences

• **L'intercommunalité, une nouvelle gouvernance des territoires aux Caraïbes, en Afrique et en Amérique latine**

Au cours de ces dernières années, en Afrique et en Amérique Latine, la gouvernance au niveau local est au cœur des problématiques du développement territorial. Il existe un besoin réel de ces collectivités d'explorer de nouvelles

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



formes de gouvernance du territoire qui dépasse leurs frontières juridiques et administratives traditionnelles. En effet, la décentralisation a entraîné une augmentation considérable des compétences des collectivités territoriales. Dans ce contexte, l'intercommunalité se présente aujourd'hui comme une forme innovante de gestion et de gouvernance pour, d'un côté, assumer correctement la prestation des services de base traditionnels et, de l'autre, assurer une plus grande efficacité dans la gestion publique.

Objectifs de la conférence :

Cette session se propose de confronter plusieurs expériences d'appui à la gouvernance intercommunale dans le cadre des actions de coopération décentralisée : en Haïti, la communauté de communes de la région des Palmes ; au Mali, la démarche intercommunale de la région de Kayes et, en Amérique latine, la mise en œuvre de cinq expériences d'intercommunalités dans le cadre d'un projet URB-AL III (San Miguel de Tucuman (Argentine), Norte Paceño Tropical (Bolivie), les villes de la région Huista (Guatemala), le CITIRS dans l'Etat du Michoacan (Mexique) et l'Association des municipalités de Peñas Blancas (Nicaragua).

Questions posées :

Comment et pourquoi l'intercommunalité représente-t-elle une réponse pour les collectivités locales, face aux nouveaux enjeux de développement des territoires ? Comment mettre en place une intercommunalité lorsque les cadres juridique et institutionnel ne prévoient pas cette disposition ?

Comment ces intercommunalités se sont intégrées dans le paysage institutionnel national ?

Quelles leçons et bonnes pratiques peuvent être retenues ? Quelles difficultés ont-elles rencontré ? Quelle coordination entre acteurs institutionnels, non-institutionnels d'un même territoire et entre les différentes échelles territoriales ?

Comment articuler l'action des différents acteurs de la coopération internationale intervenant sur un même territoire ? Quel rôle pour la coopération décentralisée française ?

Présidente de la séance et modératrice : **Majdouline Sbaï**, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée, présidente du groupe-pays Brésil

Intervenants :

Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente en charge de l'économie solidaire et de la coopération décentralisée à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, présidente du groupe-pays Bénin

Founéké Sissoko, secrétaire général de la région de Kayes

Odile Dufly, chargée de mission Mali, conseil régional Nord-Pas de Calais

Thierry Geffray, expert de l'Observatoire des changements en Amérique latine, ancien président de la communauté de communes du Diois

• 2013 : Année de l'eau

L'eau n'est pas un bien comme les autres puisque, comme l'air, elle est une condition nécessaire et indispensable à toute forme de vie sur terre. Au delà de permettre la survie des espèces, elle est une condition première à d'autres services de base intrinsèques au développement d'un pays : santé, éducation, agriculture, développement économique,... En 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution faisant de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'Homme.

Trois années plus tard, force est de constater que ce droit n'est pas une réalité pour tous les êtres humains sur notre planète. C'est sans doute la raison pour laquelle les Nations Unies ont décidé de faire de l'année 2013 l'Année Internationale pour la coopération dans le domaine de l'Eau. 2013 coïncide également avec le 20^{ème} anniversaire de la Journée Mondiale de l'Eau.

La coopération peut être multilatérale (organisations internationales), bilatérale (d'Etat à Etat), non gouvernementale (société civile) ou décentralisée (d'autorité locale à autorité locale). Mais la coopération ne peut être une fin en soi, elle est le moyen pour aboutir au développement.

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Quelle est la plus value de la coopération décentralisée sur les questions liées à l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ?

À l'heure où les organisations internationales, les Etats, les pouvoirs locaux et la société civile dans son ensemble, réfléchissent collectivement à l'agenda du développement de l'après 2015, n'y a-t-il pas un combat politique à mener pour faire reconnaître qu'un développement pérenne et endogène réside d'abord et avant tout dans le renforcement des capacités en maîtrise d'ouvrage des entités politiques en voie de développement (Etats et autorités locales)?

Cette conférence a pour objectif de faire un bref état des lieux de la situation mondiale de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ; de dresser le bilan 2012 de l'action internationale des collectivités françaises en la matière ; et de proposer des solutions et partenariats innovants pour les futurs projets de la coopération décentralisée française, au service du renforcement des capacités en maîtrise d'ouvrage des autorités locales en voie de développement.

Président et modérateur : **Henri Bégorre**, secrétaire général de Cités Unies France, maire de Maxéville, vice-président du Grand Nancy et président du Partenariat Français pour l'Eau

Intervenants :

Gérard Payen, expert international, conseiller du Secrétaire général de l'ONU

Céline Noblot, responsable du pôle Communication et plaidoyer au programme Solidarité Eau

Cassilde Breniere, responsable de la Division Eau et Assainissement à l'Agence Française de Développement (à confirmer)

Jean Philippe Bayon, responsable Plateforme Internationale Global Water Solidarity du PNUD Genève (à confirmer)

Thierry Vandeveld, délégué général de la Fondation Veolia Environnement

• Rôle des ports dans l'action internationale des collectivités

La conférence déclinera le thème général du Forum, «l'action internationale des collectivités dans l'attractivité des territoires», sous le prisme plus particulier de la coopération des structures portuaires entre elles et avec les autorités locales qui les abritent.

Des intervenants français et étrangers confronteront leurs points de vue sur cette entrée, abordée pour la première fois au Forum.

18h00 Conférence

• La place des collectivités et des territoires dans les futurs objectifs du millénaire

Conférence organisée par :



Les débats en cours au sein de la communauté internationale portent sur ce qui devra succéder aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) après 2015, mais aussi sur leur fusion avec les objectifs du développement durable (ODD). Ces ODD doivent être définis collectivement, conformément à l'engagement pris dans le document final de la conférence Rio +20, intitulé « L'avenir que nous voulons ». Il s'agit donc d'aboutir à la définition d'un calendrier et des objectifs pour l'ensemble des pays de la planète, qui abordent à la fois la lutte contre la pauvreté

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



et le développement durable, dans toutes ses dimensions : économique, sociale, environnementale, mais aussi culturelle. Parallèlement, la lutte contre les dérèglements climatiques donne, elle aussi, lieu à un agenda, avec les « conférences climats » dont la prochaine sera accueillie par la France, en 2015. Michel Delebarre, président de Cités Unies France, Sénateur-maire de Dunkerque et Ronan Dantec, sénateur de Nantes, viennent d'être nommés par le gouvernement pour préparer la partie villes et territoires de cette conférence.

Dans cet agenda international, quelle est la place des collectivités territoriales ? Qu'en est-il des territoires et de la gouvernance locale ? Comment arrivent-elles à faire entendre leur voix auprès des Etats et de l'ONU, seuls acteurs habilités à prendre des décisions engageant la communauté internationale ? Alors que le processus post-2015 se veut ouvert aux acteurs non étatiques et à la société civile, comment se passera la fusion espérée avec les ODD ? La conférence se propose de donner des clés de compréhension sur la manière dont cet agenda international se dessine et sur la place qu'y jouent les collectivités territoriales, entre plaidoyer et actions concrètes. Le rapport du panel de haut niveau y sera présenté.

Président de la séance : **Michel Delebarre**, président de Cités Unies France, Sénateur-maire de Dunkerque

Modérateur : **Ronan Dantec**, sénateur, conseiller municipal et communautaire à Nantes, porte-parole sur le climat de la CGLU

Intervenants :

Jean-Michel Severino, membre du Panel de haut niveau auprès du secrétaire général des Nations Unies et président de Convergences 2015

Marie-Hélène Aubert, conseillère pour les négociations internationales Climat et Environnement à la Cellule diplomatique de la Présidence de la République

Gustave Massiah, membre actif de la société civile, représentant du CRID au conseil international du Forum social mondial



19h30 Cocktail sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

Mardi 2 juillet 2013

8h00 Assemblée générale de Cités Unies France (Réservée aux adhérents de Cités Unies France)

11h00 Pause sur l'espace Partenaire

11h30 Séance plénière : L'action internationale des collectivités dans l'attractivité des territoires

L'attractivité peut se définir comme la capacité d'un territoire à attirer des ressources humaines temporaires ou permanentes (touristes, résidents), ou économiques (activités et facteurs de production) qui sont sources de revenus. Cette conférence a pour objectif d'approfondir un débat encore embryonnaire et ouvrir, peut-être, un nouveau chantier pour la coopération décentralisée. Quelles perspectives d'évolution pour l'attractivité et le rayonnement des territoires ? Quelles synergies entre les différents services et des secteurs aussi variés que le développement économique, le tourisme, la culture, la communication, l'urbanisme...? Comment valoriser les expériences et les contacts des services de relations internationales ? Comment la coopération décentralisée peut être mise au service d'une stratégie d'attractivité globale ?

Il y a un lien évident entre les stratégies d'attractivité mises en place par certaines collectivités et le travail fait depuis plus de 30 ans en coopération décentralisée. L'animation du territoire et la mobilisation des acteurs privés et associatifs, les échanges universitaires, les contacts institutionnels stables créés par la coopération décentralisée sont autant de facteurs constituant un cadre privilégié pour la promotion du territoire et de ses atouts.

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Président de séance : **Michel Delebarre**, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque, président de Cités Unies France

Modérateur : **Joël Gayet**, directeur de la chaire « Attractivité et nouveau marketing territorial », Sciences Po Aix

Intervenants :

Alain Juppé, ancien ministre d'État, maire de Bordeaux, président de l'AFCCRE

Stéphane Troussel, président de conseil général de Seine-Saint-Denis

Gérard Collomb, maire de Lyon, président du Grand Lyon, sénateur du Rhône, ou son représentant **Jean Michel Daclin**, vice-président de la communauté urbaine de Lyon

Majdouline Sbaï, vice-présidente en charge des relations internationales, conseil régional Nord Pas-de-Calais

13h15 Cocktail déjeuner sur l'espace « Village de la coopération décentralisée »

14h30 Conférences

• Encourager la citoyenneté mondiale active, animation territoriale et transformation sociale

Le nouveau groupe thématique de Cités Unies France, consacré à l'éveil citoyen, a choisi de s'appeler Education à la citoyenneté mondiale. Il croise les initiatives, en France, de sensibilisation aux inégalités mondiales et incite à l'action possible de tout et chacun. Ce mot de citoyenneté trouve une résonance particulière auprès des collectivités française, dans leurs relations aux habitants du territoire.

Après la conférence dédiée à ce sujet lors du Forum en 2012, celle de 2013 s'inscrit dans le contexte particulier de la fin des Assises du développement et de la solidarité internationale. L'importance de l'éducation au développement y a été soulignée, et le président de la République a cité la Semaine de la solidarité internationale dans son discours de clôture.

Il convient ainsi de redire la place qu'occupent les collectivités territoriales dans ce domaine, aux côtés des ONG, établissements scolaires, chercheurs, initiatives citoyennes et bien d'autres encore. La présence d'organisations comme EDUCASOL, plateforme nationale dédiée à ce sujet, fera de ce moment, une possibilité de partage et d'échange pour toute collectivité intéressée par ce sujet.

Présidente de séance : **Véronique Moreira**, vice-présidente du conseil régional Rhône-Alpes déléguée à la coopération solidaire, présidente du groupe thématique Education à la citoyenneté mondiale de Cités Unies France

• Les collectivités territoriales face aux crises, catastrophes, guerres et guerres civiles

Le bilan de l'action de Cités Unies France : La solidarité internationale avec les collectivités ayant subi ou subissant des crises graves est une dimension à part entière de l'action internationale des collectivités territoriales françaises. Cités Unies France, avec ses partenaires, tente de construire des nouveaux outils pour une réponse des collectivités coordonnée et plus efficace. Il ne s'agit pas, pour les collectivités françaises, de se substituer aux ONG spécialisées dans l'aide d'urgence, ni aux dispositifs mis en place par l'Etat. L'objectif est d'apporter une place aux élus confrontés aux conséquences des crises qu'il s'agisse de remettre en marche des services de base ou de réhabilitation urbaine. Les fonds de solidarité créés par Cités Unies France en sont un exemple qui mérite aujourd'hui un premier bilan.

Un aide budgétaire directe aux collectivités locales touchées par une crise : Face aux crises et aux situations d'urgence, la collectivité territoriale, à travers son maire et ses élus, est un acteur central. Elle est en effet la première à se mobiliser du fait de sa présence sur le territoire et elle est en mesure d'identifier rapidement les besoins. Malgré cette évidence les collectivités territoriales des pays bouleversés par une crise sont trop souvent ignorées par les ONG



et les autres acteurs de l'humanitaire. Il est désormais nécessaire de proposer un nouveau mécanisme d'aide et de soutien direct aux collectivités, ce qui n'est pas la doctrine actuelle des grandes agences multilatérales.

La question des réfugiés et des déplacés : Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) considère, dans ses dernières publications, qu'il y a actuellement environ cinquante millions de personnes qui sont déplacées de force par les guerres et les violences internes. Cette évaluation inclut les populations réfugiées hors de leur pays et les populations déplacées, c'est-à-dire celles qui ont effectivement quitté leurs terres, mais qui n'ont pas pu franchir la frontière de leur pays. La pression sociale, économique et sécuritaire exercée sur les collectivités d'accueil est trop souvent oubliée ou pas prise en compte. Les municipalités se trouvant dans un pays hôte (le cas des collectivités se trouvant dans les pays frontaliers à la Syrie, par exemple) ou celles à l'intérieur d'un pays touché par un conflit qui génère des déplacés (les collectivités territoriales du sud du Mali) se trouvent de facto à organiser l'aide pour les « déplacés-réfugiés ». La gestion et la délivrance des services publics locaux (gestion des déchets, l'accès à l'eau potable et l'éclairage) deviennent ainsi des enjeux de taille. Sans une aide de la part de la communauté internationale, les élus sont souvent dépassés et incapables de répondre aux diverses demandes que cette situation génère. Comment venir en aide aux municipalités dans la gestion de ces types de crises ?

D'autres camps de réfugiés gérés par les Nations Unies s'apparentent, par le nombre de leur population ainsi que par leur organisation, à de véritables villes. Est-il possible d'envisager l'expertise des collectivités territoriales dans l'organisation des camps des réfugiés comme une nouvelle forme d'aide ?

Président de séance : **Jean Philippe Magnen**, vice-président du conseil régional Pays de la Loire (emploi et formation), conseiller municipal à Nantes (économie solidaire), président du groupe thématique Crises et réhabilitation de Cités Unies France

• Volontariats et action internationale des collectivités

1. Action Internationale des collectivités locales et volontariats : une histoire « ancienne » et plurielle

Le volontariat s'impose aujourd'hui comme un levier pertinent pour développer la relation entre l'action internationale de la collectivité et le territoire. Le volontariat participe à affirmer la transversalité des actions de coopération vis-à-vis des politiques publiques locales. Certaines collectivités locales développent aujourd'hui par exemple des stratégies de mobilisation des volontariats internationaux permettant de lier les politiques internationales et les politiques de jeunesse.

Le récent rapport Laignel sur l'Action extérieure des collectivités locales, mais également les conclusions des récents Comités Interministériels pour la Jeunesse et pour la Ville encouragent ainsi le développement de politiques locales de soutien à la mobilité internationale des jeunes et aux volontariats.

A l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Volontariat International Français, Cités Unies France et France Volontaires proposent au travers de cette conférence de partager certaines expériences innovantes de politiques locales axées sur les volontariats. Il s'agira également de débattre sur les apports et les conditions de développement de ces initiatives.

2. Mobilité des jeunes, partenariat multi-acteur et place des citoyens dans la coopération

- Le volontariat international au service de l'insertion des jeunes et de l'intégration sous-régionale :

Depuis bientôt dix ans, le Conseil régional de La Réunion en partenariat avec France Volontaires avec mène une politique de soutien aux engagements volontaires des jeunes réunionnais en Afrique Australe et dans l'océan Indien. L'objectif de la collectivité est d'abord de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes réunionnais mais également de faciliter l'intégration politique, culturelle et économique de La Réunion dans son environnement sous-régional.

- Le programme Jeunesses Volontaire pour la Palestine, une initiative multi-acteur en Pays de la Loire :

Depuis 2012, le programme « Jeunesses Volontaires pour la Palestine » associe les CEMEA Pays de la Loire, la FAL44/Ligue de l'Enseignement, France Volontaires et plusieurs collectivités locales des Pays de la Loire. Il permet à de jeunes ligériens et à de jeunes palestiniens de vivre une expérience d'engagement solidaire à travers la

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



mobilisation de différents dispositifs de volontariat

- Les volontariats comme levier de développement de la coopération décentralisée, l'exemple de la ville d'Arras : La ville d'Arras a officialisé à l'automne 2012 une coopération avec la ville de Limonade (Haïti) qui se traduit par la mobilisation d'un volontaire de service civique. L'intégration des jeunes d'Arras et de Limonade fait partie des enjeux de cette coopération. Dans cette perspective que la DDCS du Pas-de Calais, la Mission Locale et les différents services de la ville sont étroitement associés au projet de coopération.

3. Table ronde : apports et enjeux de développement des volontariats dans le cadre de l'action internationale des collectivités locales

Questions clés de la table-ronde :

- Apports et limites des volontariats dans le cadre de l'action internationale des collectivités (pour les jeunes et pour les collectivités partenaires) ?
- Comment renforcer le lien entre les politiques de jeunesse et de coopération internationale ?
- Comment renforcer l'accessibilité des volontariats internationaux à tous les publics ?
- Quels partenariats avec la société civile locale ?
- Comment développer la réciprocité dans les échanges de volontaires ?

Présidente et modératrice de la séance : **Hélène Vincent**, adjointe au maire de Grenoble en charge de la jeunesse, présidente du groupe thématique Jeunesse à Cités Unies France



16h00 Pause sur l'espace Partenaire

16h30 Conférences

- **Action sociale et coopération décentralisée : un champ en développement**

L'inclusion sociale s'annonce comme une des priorités de la coopération française dans l'après-2015. Au niveau de la coopération décentralisée, le champ de l'action social reste encore largement à développer. Or, après une phase dans laquelle l'action a été mis pendant de longues années sur l'accès aux services de base, puis, sur l'appui institutionnel, les collectivités du monde entier, du Sud comme des pays émergents, se trouvent confrontées à la gestion de nouveaux défis d'ordre sociaux : politiques envers la jeunesse, les personnes les plus fragiles (pauvres, personnes âgées, handicapées), politiques d'égalité des genres pour ne citer que celles-ci. Les collectivités françaises et plus particulièrement les départements, dont l'action sociale est au coeur de leurs compétences, sont ainsi des partenaires très intéressants pour les collectivités du monde, capables de montrer un savoir-faire français, tout en cherchant ailleurs dans le monde les méthodes pour enrichir les pratiques, ici.

Cette conférence vise à mettre en débat les premières conclusions d'une étude menée entre Cités Unies France, ENEIS Conseil et l'Assemblée des départements de France, sur l'action sociale dans la coopération décentralisée (2012-2013) et de présenter les prolongements de cette étude, à la fois pour l'ADF que pour CUF.

Président de la séance : **André Viola**, président du conseil général de l'Aude

Vice-présidente de la séance : **Fabienne Padovani**, vice-présidente du conseil général de la Loire-Atlantique, déléguée à l'égalité des droits, à la petite enfance, aux familles et à la solidarité internationale

- **Géopolitique du Sahel**

La grande région sahélienne est aujourd'hui traversée par des bouleversements géopolitiques qui s'ajoutent aux fortes difficultés de contrôle de ce territoire, facteurs d'instabilité et d'insécurité. Dans le même temps, le Sahel constitue un hub énergétique mondial, dont les richesses sont l'objet de diverses convoitises. Les collectivités territoriales françaises engagées de longue date dans cette zone et leurs coopérations décentralisées subissent de

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



fait les conséquences de ces bouleversements.

Si la pratique la plus courante est d'analyser ces mouvements en scindant la géographie de cet espace entre Afrique du Nord et Afrique sub-saharienne, il semble aujourd'hui nécessaire et indispensable de comprendre cet espace en l'envisageant dans sa globalité. Connaître les acteurs (Etats, mais aussi mouvements rebelles, acteurs étrangers), leurs liens, leurs oppositions dans la zone permet de mieux appréhender les dynamiques en cours et les enjeux. Mais, la compréhension de cette zone ne saurait se concevoir sans une approche d'ordre sociologique et historique. Le Sahel, de par notamment ses conditions écologiques et climatiques, a longtemps fonctionné sur des modes d'exercices traditionnels du pouvoir que les frontières imposées par les puissances coloniales ont largement perturbé, si ce n'est anéanti, fragilisant de façon structurelle la zone.

La conférence permettra de revenir sur ces problématiques afin d'apporter aux collectivités françaises engagées dans la zone des clés de lecture sur la géopolitique sahélienne.

Président de la séance : **Etienne Butzbach**, maire de Belfort, président de la communauté d'agglomération Belfortaine

• Comment l'action internationale mobilise les autres politiques publiques ?

Cet atelier est le fruit d'une collaboration avec l'Association des Professionnels de l'Action Européenne et Internationale (ARRICOD)



ARRICOD



13

Les questions qui se posent : Si l'action extérieure et l'accompagnement des jumelages est l'apanage des services relations internationales et européennes, ceux-ci doivent encore asseoir leur légitimité. Ils sont souvent encore perçus comme étant faiblement stratégiques au regard des politiques publiques locales.

Dans un contexte de crise où l'action extérieure des collectivités peut apparaître comme « secondaire », Cités unies France et l'ARRICOD contribuent à étoffer l'argumentaire pour la reconnaissance de l'action internationale. Au-delà, les services relations internationales doivent valoriser les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire et les confronter aux pratiques d'autres territoires. La transversalité entre services et entre élus responsables apparaît également nécessaires pour que la collectivité mette en œuvre une action internationale cohérente.

Les objectifs de la réunion : L'objet de cet atelier est de faire état des bonnes pratiques et des collaborations entre services. Il est aussi d'imaginer l'avenir de ce service au sein de la collectivité. La volonté d'une collectivité de s'engager dans des actions à l'international peut conduire à la création d'un service même minime. Cependant ce service et la volonté politique d'agir sont parfois freinés par un déficit d'information et par un manque de définition claire des rôles de chacun.

Ainsi, l'objet de cet atelier est de faire état des bonnes pratiques de collaborations entre services. Il est aussi d'imaginer l'avenir d'un tel service au sein d'une collectivité territoriale.

- Quelle communication développer en interne autour de l'action internationale ?
- Pourquoi d'autres services acceptent-ils de se mobiliser dans des actions à l'international ?
- Quelles peuvent être les formes d'une telle mobilisation ?
- A l'avenir, quelle peut être la place du service action internationale et européenne au sein d'une collectivité territoriale ?

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Réunions des groupes-pays/thématiques - Side events

Lundi 1^{er} juillet 2012

14h00 - 16h00



Intervenir sur l'assainissement en coopération décentralisée

La plus value que peut apporter l'expérience des collectivités territoriales françaises n'est peut-être nulle part aussi évidente qu'en matière d'appui au renforcement de la maîtrise d'ouvrage des services d'assainissement.

Si une responsabilité est bien partagée et assumée entre élus et services techniques du monde entier, c'est bien celle d'assurer un environnement sain à leurs administrés.

Nous montrerons qu'intervenir sur l'assainissement ne signifie pas forcément faire des latrines mais peut concerner bien d'autres problématiques essentielles comme l'évacuation, le traitement, ou les eaux pluviales, etc.

A partir d'un bref état des lieux croisé sur les avancées de quelques pays (Madagascar, Sénégal, Burkina Faso, ...) en matière de système d'assainissement, un échange entre intervenants permettra de faire le point sur les politiques et stratégies nationales mises en œuvre par les gouvernements de ces pays. Nous dégagerons également les recommandations pour la coopération décentralisée afin d'avoir le meilleur impact possible sur le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage de nos collectivités partenaires.

Comment une collectivité française mobilise-t-elle ses services techniques ou ceux de ses délégataires pour renforcer les capacités de la collectivité partenaire ?

Président de la réunion : **Jacques Martin**, vice-président du SIAAP, maire de Nogent-sur-Marne

14h30 - 16h00

Comité pilotage programme concerté Liban (à confirmer)

La réunion du comité de pilotage du programme concerté Liban permettra d'avancer sur la préparation de l'itinéraire découverte organisée dans le cadre du programme concerté Liban, en partenariat avec le CNFPT.

16h15h - 17h45

Réunion d'information sur le Maroc

En présence d'un représentant de la Direction générale des collectivités locales marocaines (ministère de l'Intérieur du Maroc), la réunion permettra de faire un point sur les perspectives de décentralisation et régionalisation ainsi que l'actualité politique marocaine (notamment les prochaines élections locales).

Un point sera également fait sur la coopération décentralisée franco-marocaine et son dispositif de soutien.

18h00- 19h30

Side event : Partenariat Français pour l'Eau (PFE) (à confirmer)

18h00- 19h30

Réunion du groupe-pays Palestine

La réunion du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) sera l'occasion de faire le point sur l'organisation du Forum des collectivités locales européennes pour la Palestine qui se tiendra les 28 et 29 novembre 2013, à Dunkerque.

Présentation du Forum des collectivités locales européennes pour la Palestine :

Plus de cinq cent collectivités européennes sont aujourd'hui engagées dans des coopérations avec des villes palestiniennes. Cet engagement est le reflet des valeurs de paix, de justice et d'équité portées par l'Europe, ses Etats membres et ses autorités locales.

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Dix ans après la création, à Dunkerque, d'une plate-forme impliquant des collectivités regroupées au sein du réseau COEPPPO (Collectivités européennes pour la paix au Proche-Orient), plusieurs initiatives de coopération décentralisée se sont développées dans plusieurs pays d'Europe, illustrant l'intérêt grandissant des opinions publiques européennes pour l'avènement d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Dans un contexte qui ne cesse de se dégrader pour les populations locales, il apparaît aujourd'hui indispensable de repenser, de renforcer, d'élargir et de mieux partager encore l'action des autorités locales européennes en Palestine. Une question se pose à elles et à leurs partenaires : quelle valeur ajoutée les collectivités, dans une démarche paneuropéenne, peuvent-elles aujourd'hui proposer concrètement à travers leurs initiatives de coopération ?

Dans cet esprit, Cités Unies France, le RCDP, le Réseau des collectivités européennes pour la paix au Proche-Orient, la communauté urbaine et la ville de Dunkerque organisent les 28 et 29 novembre 2013, à Dunkerque, sous l'égide de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), un Forum ouvert aux collectivités européennes, à leurs réseaux ainsi qu'aux institutions européennes et internationales.

Cette rencontre dédiée à la coopération décentralisée euro-palestinienne se déroulera sur une journée et demie. Elle permettra de porter un regard croisé sur les différentes approches européennes de cette coopération et de renforcer une dynamique paneuropéenne de soutien aux collectivités locales de Palestine, Etat observateur aux Nations Unies et membre permanent à l'UNESCO, ainsi qu'à la construction d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Président de la réunion : **Claude Nicolet**, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque



15

18h00- 19h30

Réunion du groupe-pays Algérie : Projet NADA « Droits et citoyenneté, facteurs d'intégration »

La proposition de partenariat de NADA, réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, avec les collectivités territoriales françaises, porte sur l'accueil de groupes mixtes (cadres institutionnels de DJS-DAS des Wilayas et des animateurs) en stage d'observation dans les structures françaises en charge de l'animation socio-culturelle auprès des jeunes.

Mardi 2 juillet 2013

11h00 - 13h00

Réunion de lancement du groupe-pays Russie

Pour cette première réunion, toutes les collectivités territoriales qui ont participé à la 4^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, tenue du 13 au 15 décembre 2012, à Nice, sont invitées de tirer ensemble les conclusions de cet événement et de vérifier leurs implications dans la coopération décentralisée franco-russe. Présidée par la ville de Nice, cette réunion permettra également d'établir, avec les collectivités françaises engagées dans la coopération décentralisée avec la Russie, les objectifs ainsi que les missions futures de ce groupe-pays.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1786>

Président de la réunion : **Rudy Salles**, député des Alpes-Maritimes, adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant du président du groupe-pays Russie, **Christian Estrosi**, député-maire de Nice et président de Nice Côte d'Azur

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



11h15 - 13h15

Terre des Hommes France/ COSI

11h00 - 12h00

Chine: préparation Séminaire de Chengdu – octobre 2013

Président de la réunion : **Bernard Soulage**, vice-président du conseil régional Rhône Alpes délégué aux relations internationales et européennes, président du groupe-pays Chine

14h00 - 16h00

Réunion du groupe-pays Sénégal

Présidente de la réunion : **Marie-Pierre Bresson**, adjointe au maire de Lille, présidente du groupe-pays Sénégal

16h30- 18h00

Enjeux de la mobilité urbaine dans les villes africaines et perspectives des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine

Le système français d'organisation de la mobilité urbaine est reconnu à l'étranger pour différentes raisons : l'existence des autorités organisatrices de transport (AOT) et leur rôle dans la planification des déplacements et l'organisation des réseaux, la fiscalité dédiée au financement de la politique de déplacements, le modèle de délégation de service public, les opérations d'aménagements urbains, etc.

Afin d'appuyer le développement des politiques de mobilité durable dans les villes des pays du Sud, Cités Unies France, le Groupement des Autorités Responsables de Transport et CODATU ont réalisé avec le soutien de l'Agence Française de Développement, un document présentant les enjeux de l'action internationale des collectivités locales en termes de mobilité urbaine. Ce travail fait suite à un précédent document réalisé en partenariat avec la Fédération Nationale des Agences d'Urbanismes pour favoriser les coopérations sur la planification urbaine.

Dans ce cadre, l'objectif principal de cette session dédiée à la mobilité urbaine sera de présenter le projet GART-CODATU en s'intéressant notamment à la situation des villes africaines. Le continent africain connaît des taux d'urbanisation très élevés. Le degré de décentralisation est très faible dans la plupart des pays et les politiques de transport et de mobilité urbaine sont très rares. Pour des collectivités locales africaines, l'accompagnement de collectivités françaises peut permettre de favoriser la mise en œuvre de politiques de transport adaptées aux besoins des villes du Sud.

La conférence visera à illustrer les enjeux de la mobilité urbaine dans les villes africaines, et présenter les axes possibles de coopérations pour les villes en développement. Elle cherchera également à inciter les collectivités françaises à s'engager plus favorablement à l'international sur le domaine de la mobilité.

Président de la réunion : **Jean-Louis Léonard**, président de CODATU



Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



« Ateliers Formations »

Les formations sont réservées aux adhérents de Cités Unies France et à titre exceptionnel et gratuit. Le nombre des participants est limité ; les premiers inscrits auront la priorité.

Lundi 1^{er} juillet 2012

16h15 – 17h45

• Formation 1 : Les aspects juridiques de l'action extérieure des collectivités

Aujourd'hui, la loi Thiollière encadre la question juridique de la coopération décentralisée. Il reste encore certaines zones grises qui peuvent donner lieu à différentes interprétations par les juristes. Historiquement, les contentieux dans le domaine de la coopération décentralisée sont marginaux. La loi a quasiment exploré toutes les possibilités, y compris la question de l'intervention d'urgence, avec un alinéa permettant de financer des interventions sans convention dans des situations dites d'urgence. L'acquisition de certains réflexes et de bonnes pratiques permet d'assurer aux actions internationales de la collectivité une sécurité juridique.

Mardi 2 juillet 2013

15h00- 16h30

• Formation 2 : Protocole et politesse

L'intensification des échanges internationaux, portée notamment par la coopération décentralisée, nécessite une parfaite maîtrise du Protocole. La cérémonie de jumelage et la réception des délégations étrangères obéissent à des règles et à des usages précis. L'atelier Protocole et Politesse développe, une à une, les phases successives d'un jumelage : préparatifs, invitations, pacte de jumelage, repas officiel, plan de table, interprétariat, dossier de presse, visites et rencontres, déplacements, manifestations artistiques et sportives, communication et suivi. Une insistance particulière portera sur les difficultés classiques du genre : l'accueil des personnalités, les préséances officielles et de courtoisie, la composition des discours, le pavoisement.

Les contenus de cet atelier donneront ultérieurement lieu à une formation sous l'égide de Cités Unies France.

Intervenants : **Marie-France Lecherbonnier**, présidente de l'Association pour le rayonnement du savoir-vivre et du protocole, auteur du « Guide du savoir-vivre » (Albin Michel ; Nomad Editions), et du « Protocole, histoire et coulisses » (Perrin), et **Bernard Lecherbonnier**, professeur des Universités

16h30- 18h00

• Formation 3 : L'accès aux financements européens pour les projets de coopération décentralisée

Cités Unies France, en collaboration avec l'AFD, a mis en place un pôle d'expertise européenne. Ce pôle propose d'aider les collectivités territoriales françaises à concevoir, financer, mettre en œuvre et évaluer leurs projets de coopération décentralisée à travers différents appuis : formation, accompagnements techniques personnalisés. Cette séance propose de présenter les grands points de cette formation de trois jours : les instruments européens de l'action extérieure de l'Union européenne accessibles aux collectivités, la lecture des lignes directrices d'un appel à propositions et l'approche du cadre logique dans le formulaire complet de demande de subventions européennes.

Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



cités
unies
france

18



Evénement

4^{ème} forum de l'action internationale des collectivités



Cofondateurs – Organismes



Partenaires institutionnels



Partenaires officiels



Informations pratiques

- Dates : 1^{er} et 2 juillet 2013
- Lieu : Palais des Congrès de Paris
- Accès : M° Ligne 1 direction la Défense, station Porte Maillot, RER C Neuilly-Porte Maillot, Bus 82, 73, PC1, PC3



Plus d'informations sur le programme, les exposants et inscriptions en ligne :

www.coopdec-icic.org

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Les collectivités françaises et maliennes représentées à la conférence des donateurs du 15 mai 2013



La conférence des donateurs pour le développement du Mali, co-présidée par José-Manuel Barroso, président de la Commission européenne et Dioncounda Traoré, président de la République du Mali, s'est tenue à Bruxelles le 15 mai dernier, en présence du Président François Hollande. Chefs d'Etats et de gouvernements, ministres des Affaires étrangères, représentants d'institutions régionales et internationales, des sociétés civiles, tous les acteurs du développement du Mali étaient présents. Les collectivités territoriales maliennes et non-maliennes étaient représentées par Boubacar Bah, président de l'Association des municipalités du Mali et Michel Delebarre, président de Cités Unies France.

Tous se sont accordés sur l'importance d'approfondir la décentralisation et sur le rôle incontournable des collectivités maliennes dans la gestion et la sortie de crise. Collectivités qui devraient bénéficier de 30% de l'aide promise chiffrée à 3,2 milliards d'euros. Autre conditionnalité : la tenue des élections présidentielles, prévues le 28 juillet 2013 pour le premier tour et le 11 août pour le second.

Pierre Duquesne, ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et de développement, et l'un des organisateurs de la conférence, est venu en présenter les principales conclusions, le 27 mai, à l'occasion de la réunion du groupe-pays Mali, à l'Assemblée Nationale, accueillie par le député-maire et président du groupe-pays Mali, Guy-Michel Chauveau.

Pour plus d'informations : <http://donor-conference-mali.eu/fr/ensemble-pour-le-renouveau-du-mali>

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Assises de la coopération décentralisée, Niamey, du 8 au 10 juillet 2013

Une réunion du groupe-pays s'est tenue le 14 mai 2013 à Cités Unies France. Elle s'est centrée essentiellement sur l'organisation des prochaines Assises de la coopération décentralisée à Niamey qui ont obtenu l'aval du Ministère des affaires étrangères français, et qui se devraient se dérouler du 8 au 10 juillet prochains, au Niger.

Les invitations ainsi que les informations pratiques pour ces rencontres devaient vous parvenir très prochainement par email.

Enfin, le prochain groupe-pays Niger se tiendra dans le cadre de la préparation de ces Assises, dans les locaux de Cités Unies France, le 4 juin prochain.

Code pétrolier et collectivités territoriales au Niger

Les députés nigériens ont procédé à la modification de deux dispositions, l'une de la loi n°2007-01 du 31 janvier 2007 portant Code pétrolier, et la deuxième de l'Ordonnance 93-16 du 2 mars 1993 portant loi minière. Il s'agit par ces deux modifications de rétrocéder 15% des recettes pétrolières et minières aux collectivités territoriales (Conseils communaux et Conseil régional) des régions concernées par la production.

(Source : actuniger.com)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Réunion du groupe-pays Sénégal, le 2 juillet 2013

Profitant de la tenue du Forum de l'Action Internationale des Collectivités (ICIC), la prochaine réunion du groupe-pays Sénégal se tiendra le mardi 2 juillet, au Palais des Congrès de Paris.

À cette occasion, la ministre sénégalaise de l'Aménagement du territoire et des Collectivités locales, Arame Ndoye, pourrait se joindre à nos échanges. Cette réunion devrait traiter plus particulièrement de la coopération avec la Casamance.

L'horaire, le nom de la salle et l'ordre du jour vous parviendront dans les prochains jours.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)
Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)
Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée aux relations internationales, conseil général du Val-de-Marne

NICARAGUA

Accueil d'une délégation nicaraguayenne du 24 mai au 3 juin 2013, à Fougères

Dans le cadre du jumelage-coopération, la ville de Fougères accueille régulièrement ses villes partenaires, Somoto (Nicaragua) et Ouargaye (Burkina Faso), depuis plus de 26 ans. Les délégations sont composées de 10 personnes, parmi lesquels des jeunes, des élus et des fonctionnaires. Les adultes invités sont le maire ou un adjoint, un délégué à la coopération et un responsable de l'association jumelle Somoto-Fougères et Ouargaye-Fougères.

Cet accueil est placé sous le signe des initiatives citoyennes au nord et au sud, thématique choisie en lien avec celui de l'année européenne de la citoyenneté active aux Nations Unies. Le programme portera sur les lieux culturels, l'agriculture, la préservation de l'eau, le compostage, le reboisement avec la participation des habitants. À cette occasion, trois réunions publiques sont prévues :

- mardi 28 mai, à 18h00, aux Ateliers, réunion d'échanges-information : la coopération décentralisée avec Somoto et Ouargaye, une initiative de citoyenneté internationale durable à Fougères, en présence des élus des villes jumelles ;
- vendredi 31 mai, à 18h30, aux Ateliers, rencontre avec les maires des villes jumelles : le fonctionnement des institutions au nord et au sud, l'engagement citoyen dans les assemblées de la démocratie représentative : mairie, département, région, gouvernement ;
- samedi 1^{er} juin, à 10h00, aux Urbanistes, présentation des initiatives citoyennes des jeunes des villes partenaires : présentation commune d'un exposé de l'engagement collectif des jeunes dans leur environnement proche, culturel, sportif, environnemental, social ou international.

CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Ile de France, chargé des Affaires internationales et européennes

Une lettre interne pour le groupe-pays Chili

La dernière réunion du groupe-pays Chili ne s'est finalement pas tenue, compte tenu de l'indisponibilité de certains intervenants. Une rapide consultation avec les collectivités du groupe a souligné la nécessité d'évoluer vers de nouvelles modalités de rencontres. En concertation avec le président du groupe-pays, Monsieur Romero, un nouvel outil d'échange, type lettre interne, assurera le lien entre les collectivités membres du groupe. Rédigée par la chargée de mission référent et validée par le président, cette lettre sera le fruit du suivi des informations communiquées par l'Etat et par les collectivités territoriales. Un article de fond ouvrira les débats sur des différents thèmes (difficultés rencontrées, évolution politiques et techniques, sujets de coopérations innovants...) lors des réunions.

Les réunions du groupe-pays seront prévues en amont dans le but de mobiliser, si possible, l'ensemble des collectivités du groupe-pays. Cela répond à la nécessité de limiter les réunions à faible fréquentation et de fluidifier les échanges entre collectivités.

MEXIQUE

Président du groupe-pays : Michel Sainte-Marie, vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux, maire de Mérignac (en instance de validation par le bureau exécutif de CUF)

Un dossier-pays et une réunion du groupe-pays à venir

Le groupe-pays Mexique a été créé suite aux Assises franco-mexicaines de la coopération décentralisée qui ont eu lieu en février 2012, à Bordeaux.

Aujourd'hui, l'enjeu est de prendre le tournant d'une coopération en mutation, tant quant aux attentes des autorités locales mexicaines qu'au regard de la dynamique d'accompagnement mise en oeuvre par l'Ambassade de France et le ministère des Affaires étrangères français.

Cités Unies France organisera une réunion durant second semestre 2013, et lancera la procédure de réalisation d'un dossier-pays Mexique, prévu fin 2013.

De nouvelles perspectives à l'Ambassade du Mexique en France

L'ambassadeur Carlos de Icaza, ancien ambassadeur du Mexique en France, est actuellement ministre délégué aux Affaires étrangères. Récemment il a été remplacé par l'ambassadeur Agustín García-López, avec qui des nouvelles priorités seront affirmées.

Certains thèmes sont d'ores et déjà privilégiés, en lien avec les nouveaux objectifs nationaux du pays, comme la croissance verte, le changement climatique, le développement économique, la culture.

Une attention particulière sera portée à l'approche territoriale, notamment autour de portage politique coordonné par les acteurs d'autres services et intégrant des politiques publiques, renforçant le lien entre pouvoir local et central, domaines dans lesquels l'ambassadeur García-López a acquis de l'expérience au long des six années où il fut en charge de la Représentation du Mexique auprès de l'OCDE et en tant que doyen du Conseil de cette organisation.

ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Colloque sur l'intercommunalité

Le 25 avril 2013, à la Maison de l'Amérique Latine, s'est tenu le Colloque « L'intercommunalité, une nouvelle gouvernance des territoires en Amérique latine et en Europe ».

Organisée par l'Observatoire des Changements en Amérique Latine (LOCAL) et l'Institut des Amériques, en partenariat avec Cités Unies France, la journée était organisée autour de la présentation de l'ouvrage : « Une nouvelle stratégie de gouvernance locale : l'intermunicipalité en Amérique latine ».

Ce travail est la capitalisation d'un projet URBAL de trois ans (2009-2012), autour de cinq expériences intercommunales en Amérique Latine. Ce colloque a permis d'échanger et de débattre autour de la thématique de l'intercommunalité entre universitaires, experts et techniciens territoriaux.

Collection d'études et guides méthodologiques en direction des acteurs de la coopération décentralisée

Le bureau de coordination et d'orientation (OCO) du programme URB-AL III met à disposition sur son site internet, en espagnol et en anglais, une collection de six études sur les politiques publiques de cohésion sociale et six guides méthodologiques sur la coopération décentralisée.

Cette collection s'adresse surtout aux élus, techniciens et fonctionnaires territoriaux.

Pour plus d'informations :

http://www.urb-al3.eu/index.php/noticia/La_OCO_consolida_una_coleccion_de_estudios_y_guias_metodologicas



BRÉSIL

Présidente du groupe-pays : Madjouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

Colloque « Territoires et politiques publiques en Minas Gerais et Nord-Pas de Calais : regards croisés sur les populations vulnérables et territoires en reconversion », du 2 au 4 avril 2013, au conseil régional Nord-Pas de Calais

Ce colloque s'inscrit dans le cadre du projet de coopération ARCUS « Santé, territoires : dynamiques durables » (2012-2014) entre l'Etat du Minas Gerais (Brésil) et la région Nord-Pas de Calais ; il est soutenu par les deux régions, le ministère des Affaires étrangères français et est géré par le PRÉS Université Lille Nord de France. La santé et les territoires sont les deux axes principaux de ce projet qui mobilise de nombreux laboratoires de recherche, dont, pour l'axe « territoires » : les laboratoires Territoires, Villes, Environnement et Société (TVES), le Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques (CLERSE) et Laboratoire de Génie Civil et Géo-Environnement (LGCGE) de l'Université Lille 1, et les laboratoires de Psychologie : Interactions, Temps, Emotions, Cognition (PSITEC) et le Centre de Recherche « Individus, Epreuves, Sociétés » (CERIES) de l'Université Lille 3.

L'axe « territoires » (coordonné en France par Dominique Duprez, directeur de recherche au CNRS, et au Brésil par Marco Crocco, professeur des universités du Département d'économie de l'UFMG) soutient essentiellement la mobilité des chercheurs et des masters / doctorants / post-doctorants vers le Brésil avec des recherches sur le terrain. Cet axe mobilise des recherches en lien avec les politiques publiques selon deux orientations, d'une part celle des territoires perçus via les populations à risque et l'aménagement, d'autre part, les territoires en reconversion.

Contacts : frederic.dumont@univ-lille1.fr et cyrielle.chlon@univ-lille1.fr

Réunion du groupe-pays Brésil, le 17 avril 2013, à Cités Unies France

Cette réunion, la première sous la présidence de Madjouline Sbaï, a permis de présenter les trois enjeux du groupe-pays :

- créer une dynamique entre les collectivités françaises intervenant au Brésil autour d'une projet commun,
- retisser les liens entre les représentants des collectivités françaises et les collectivités et autorités brésiliennes,
- relancer et réussir les IV^e Rencontres franco-brésiliennes.

Une mission de CUF au Brésil, présidée par Madame Sbaï, est prévue du 8 au 11 juin 2013, afin de la faire coïncider avec le Forum des autorités locales de Périphérie à Canoas. La délégation rencontrera des représentants de collectivités locales brésiliennes, dans l'objectif de préparer une mission brésilienne en France, en septembre, et l'organisation d'un Séminaire technique franco-brésilien au Brésil, en novembre 2013. Le relevé de conclusions de cette réunion est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Argentine, Brésil, Haïti, Amérique centrale et Cuba)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

2^{èmes} assises de la coopération décentralisée franco-indienne, 13 et 14 novembre 2013

Les 2^{èmes} assises de la coopération décentralisée franco-indienne se tiendront à Rennes, les 13 et 14 novembre 2013. Le Conseil général d'Ille-et-Vilaine est la collectivité chef de file pour l'organisation de ce temps fort de la coopération avec les autorités locales indiennes, en lien avec plusieurs autres collectivités bretonnes, la DAECT et le groupe-pays Inde de Cités Unies France.

Nouvel ambassadeur indien en France, Son Excellence Shri. Arun Kumar Singh



Diplômé d'économie, Shri. Arun Kumar Singh rejoint le ministère des Affaires étrangères indien en 1979. Son premier poste en 1981 est à l'Ambassade d'Inde à Moscou où il apprend à parler le russe. Entre 1982 et 1988, il sert son pays au Japon et en Ethiopie. Entre 1988 et 1993, il retourne au siège du ministère à Delhi. De 1993 à 1997, il travaille à l'Ambassade de l'Inde auprès des Nations

Unies, puis repart à Moscou jusque l'an 2000. Depuis le début de l'an 2000, Shri. Arun Kumar Singh représente son pays en Afghanistan, au Pakistan, en Iran et en Israël où il devient pour la première fois Ambassadeur. Entre 2008 et 2013, il occupait le poste de chef de mission adjoint à Washington. L'Ambassadeur Singh parle russe et japonais et a une certaine connaissance du français et de l'hébreu. Il est marié à Dr. Maina Chawla Singh, ils ont une fille.

6^{ème} Sommet EuroIndia

Le 6^{ème} Sommet EuroIndia intitulé « Greening Cities » aura lieu les 21 et 22 octobre 2013, à Hyderabad, dans l'État d'Andhra Pradesh, en Inde. L'événement, qui est officiellement soutenu par le Comité des Régions de l'Union européenne, est organisé en collaboration avec l'European Business and Technology Centre et la Confederation of Indian Industry. Les thématiques abordées seront « Villes intelligentes et inclusives », « Traitement des déchets et gestion de l'eau », « Efficacité énergétique et sécurité », « Mobilité urbaine durable », « Ressources humaines et formation », « Gestion du patrimoine urbain et développement du tourisme ».

Les participants pourront mettre en valeur leur excellence en matière de développement urbain durable grâce à la « Green Tech Exhibition » et au débat du Sommet avec des études de cas et des présentations techniques. Une mission de terrain (16-23 octobre) est également organisée pour donner aux participants européens l'occasion de se familiariser avec les réalités et les besoins de villes comme Ahmedabad dans le Gujarat, Tuticorin, Tiruchirapalli et Chennai dans le Tamil Nadu ou Hyderabad en Andhra Pradesh, et d'examiner sur place avec les responsables locaux les projets de développements urbains prioritaires qui auront fait l'objet d'un profilage préalable afin de pouvoir bénéficier des conseils et de l'aide de leurs pairs européens en visite.

Inscriptions : Frances Toussaint : frances.toussaint@the-euroindia-centre.org
Tél. : +33 5 46 41 20 01 - Fax : +33 5 46 41 20 02

Pour plus d'informations : <http://www.the-euroindia-centre.org>

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes délégué aux relations internationales et européennes

Deuxième séminaire préparatoire aux Assises franco-chinoises de 2014, les 21 et 22 octobre 2013, à Chengdu

En décembre 2012, la région Ile-de-France organisait le premier séminaire thématique, préparatoire aux Assises de la coopération décentralisée franco-chinoise, prévues en France fin 2014. Ce séminaire portait sur le développement urbain durable.

Le deuxième séminaire thématique préparatoire aux Assises de 2014 est prévu en Chine, à Chengdu, ville capitale de la province du Sichuan. Il aura lieu les 21 et 22 octobre 2013 et portera sur le développement des territoires avec une forte dimension sur le développement économique, l'attractivité et les pôles de compétitivité.

Les organisateurs chinois, l'Association du Peuple Chinois pour l'Amitié avec l'Etranger (APCAE) et la ville de Chengdu, proposent que le séminaire se concentre sur le 21 octobre, et que le lendemain soit consacré à des visites de terrain.

Les collectivités territoriales françaises souhaitant participer au séminaire de Chengdu sont invitées à le faire savoir à l'ARF (Maryse Dusselier, mdusselier@arf-regions.org) et à CUF (Sarah Schönfeld, s.schonfeld@cites-unies-france.org), avant le 20 juin 2013.

Les collectivités territoriales françaises qui auront répondu positivement seront contactées pour participer à une petite réunion préparatoire. Elle aura lieu le mardi 2 juillet, de 11h00 à 12h00, dans le cadre du Forum annuel de Cités Unies France, au Palais des Congrès de Paris.

Nouveaux accords de coopération

Le Conseil général du Val d'Oise a signé deux accords de coopération avec des villes du delta du fleuve Yangtsé, à proximité de Shanghai, sur la thématique du développement économique local. La ville du Puy en Velay est en train de construire un partenariat avec le district de Jinshan. Les axes de coopération s'articulent autour des Chemins de St Jacques de Compostelle. Enfin, les villes d'Albi et Lijiang, toutes les deux inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO, travailleront sur des projets relatifs au tourisme durable.

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, ministre délégué aux Anciens combattants, conseiller municipal de Toulouse,

Colloque au Sénat : « 40 ans de relations bilatérales franco-vietnamiennes : bilan et perspectives »

Le 11 avril dernier, une centaine de participants ont assisté à un colloque organisé par le Sénat et l'ambassade du Vietnam dans le cadre des activités célébrant les années croisées France – Vietnam 2013-2014 et le 40ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Présidé par monsieur Christian Poncelet, ancien président du Sénat et responsable du groupe d'amitié parlementaire France-Vietnam, en présence de S.E.M. Duong Chi Dung, ambassadeur du Vietnam en France et de Kader Arif, président du groupe pays Vietnam et ministre délégué aux Anciens combattants, les débats ont porté sur trois axes : la coopération économique, la coopération culturelle et universitaire et la coopération décentralisée. L'Agence française de développement a notamment indiqué qu'elle souhaitait continuer à développer une coopération avec la coopération décentralisée qui est une priorité pour elle au Vietnam.

Les 9^e assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, du 9 au 12 juin 2013, à Brest

La 9^e édition des assises sera consacrée au thème : « Vers un nouveau type de développement : quelles responsabilités et quelles opportunités pour les collectivités locales françaises et vietnamiennes, et les acteurs de leurs territoires ? »

Les trois enjeux que sont la francophonie, la gouvernance locale et le développement économique seront débattus au cours de six ateliers. Les inscriptions et les informations complémentaires sont disponibles au lien suivant : www.acdfv-brest.fr.

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

« Journée Japon », le 27 mars 2013- les comptes rendus mis en ligne

Une « Journée Japon » a été organisée le mercredi 27 mars 2013, dans les locaux de Cités Unies France. La première partie a été consacrée au premier comité de pilotage français des 4^e Rencontres franco-japonaises qui se tiendront à Takamatsu, du 28 au 30 octobre 2014. La deuxième partie de la journée était la réunion du groupe-pays Japon, présidée par Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy et président du groupe-pays Japon de Cités Unies France. Les comptes rendus de cette Journée sont mis en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1726>

Invitation à partager les bonnes pratiques entre les collectivités françaises et japonaises

Pour préparer au mieux les 4^e Rencontres franco-japonaises à Takamatsu, les collectivités françaises sont invitées à participer à l'échange de « bonnes pratiques » avec les collectivités japonaises. A cet effet, un espace dédié sera mis en place sur le site de Cités Unies France et de CLAIR Paris, et une page devrait voir le jour dans les prochains numéros de leurs lettres respectives. Merci de nous communiquer quelques exemples de « bonnes pratiques » de votre collectivité en remplissant la fiche modèle que vous trouverez à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1625>. Cette fiche modèle contient déjà des exemples des villes de Nancy, de Chartres, de Tours, de Kitakyushu, de Tokyo, de Hiroshima et de Kochi.

Deux ans après la catastrophe toute la zone autour de la centrale de Fukushima est toujours interdite aux habitants

Le Japon ne sera pas sans nucléaire. Deux centrales ont déjà redémarré et Shinzo Abe dans un discours du 28 février a promis que toutes les centrales qui seront en conformité avec les nouvelles règles de sécurité pourront redémarrer. Après des inspections supplémentaires, et des travaux de mise à niveau estimés à près de 10 milliards d'euros, les centrales japonaises pourraient redémarrer d'ici 2014.

(Source : <http://japon.aujourdhuilemonde.com/le-japon-t-il-oublie-fukushima>)

Revitalisation de l'économie japonaise

Le Premier ministre Shinzo Abe et son gouvernement de coalition ont lancé une série de mesures économiques et monétaires appelées « Abenomics ». Ces mesures reposent sur trois piliers : une politique monétaire audacieuse, une politique de finances publiques souple et une stratégie de croissance visant à accélérer les investissements privés. Ces mesures sont destinées à sortir le pays de sa longue déflation. Le 22 janvier, le gouvernement et la Banque du Japon ont également publié la déclaration « objectif de stabilité des prix », qui a pour objectif de parvenir à une augmentation des prix de 2% par rapport à l'année précédente. Un rallongement a été voté par les élus de la chambre basse du Parlement qui a été approuvé le 14 février. Ce rallongement est deuxième plus important de l'histoire : 105 milliard d'euros.

(Source : AFP ; RFI)

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

ARMENIE

Président : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député

Préparation des 2^e Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne

Mercredi 12 juin 2013, au matin, se tiendra une visioconférence du comité de pilotage français et de son homologue arménien dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion donnera l'occasion de préciser la composition de la délégation arménienne ainsi que certains points logistiques, de valider le programme provisoire et d'avancer sur la construction des ateliers. Elle sera suivie par la cinquième réunion du comité de pilotage français dans la seconde moitié de la matinée.

Les 2^e Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne auront lieu du 14 au 17 octobre 2013, à Valence et à Lyon.

RUSSIE

Président du groupe-pays : Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, maire de Nice et président de Métropole Nice Côte d'Azur

Réunion de lancement du groupe-pays Russie, le 2 juillet 2013, de 11h00 à 13h00, au Palais des Congrès

La première réunion de lancement du groupe-pays aura lieu dans le cadre du Forum annuel de l'action internationale des collectivités territoriales, le mardi 2 juillet 2013, au Palais des Congrès de Paris, de 11h00 à 13h00. La réunion se tiendra sous la présidence de Christian Estrosi, député-maire de Nice et président de Nice Côte d'Azur qui sera représenté par Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes, adjoint au maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme.

Cette réunion permettra d'établir, ensemble avec les collectivités françaises engagées dans la coopération décentralisée avec la Russie, les objectifs ainsi que les missions futures de ce groupe-pays.

Pour plus d'informations et pour télécharger de bulletin d'inscription : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1786>

Salon « Innovative City Convention », à Nice

Le 18 et 19 juin 2013 la ville de Nice accueillera la 2^{ème} édition du salon « Innovative City Convention ». Les acteurs ainsi que les experts internationaux seront présents afin de témoigner de leurs expériences. Cet événement est dédié aux territoires innovants, il répond aux questions de la gestion durable et intelligente des villes. En 2013, des actions spécifiques sont menées sur la Russie.

Toutes les informations sur cet événement sont disponibles sur le site suivant : <http://investincotedazur.com/fr/newsletter/18-19-june-innovativecityconvention&artid=act11033>

(Source : <http://coopregion.ru>)

Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Croatie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

« Dossier pays Russie » et « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », décembre 2012

Cités Unies France a le plaisir de vous informer de ce que le « Dossier pays Russie » et le « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », édité par Cités Unies France en décembre 2012, sont à présent disponibles.

Le « Dossier pays » de plus de 100 pages présente la Russie à toute collectivité française engagée ou désireuse de s'engager en coopération décentralisée avec ce pays. Ce dossier présente la situation socio-économique russe, le système politique, la position géopolitique, les relations avec l'OTAN, l'Union européenne et la France, ainsi que l'état de la coopération décentralisée franco-russe. Par ailleurs, une présentation de l'organisation des autorités locales russes permettra de mieux cerner les actions de coopération qui peuvent être entreprises.

Cette publication est complétée par le « Répertoire de la coopération décentralisée franco-russe » qui recense les partenariats entre collectivités territoriales françaises et russes.

Pour commander ces ouvrages en ligne : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article61>.



Méditerranée

TUNISIE

Président du groupe-pays: Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère

Hommage de la ville de Paris à Farhat Hached

Le 30 avril 2013, l'amitié franco-tunisienne était mise à l'honneur par la ville de Paris lors de l'inauguration de la Place Farhat. Ce dernier était le leader du syndicat de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, assassiné en 1952 alors qu'il militait pour l'indépendance de son pays.

La mairie - et son maire, Bertrand Delanoë - a choisi symboliquement la veille du 1^{er} mai, jour de la Fête du travail, pour donner son nom à une place du 13^e arrondissement.

Fondateur du mouvement syndical tunisien, Farhat Hached donna une nouvelle dynamique à la lutte pour l'indépendance en inscrivant le droit des travailleurs tunisiens parmi les revendications nationalistes et en orchestrant une véritable guérilla sociale contre les autorités du protectorat français.

(Source : <http://www.humanite.fr>)

ACTUALITE MEDITERRANEE

Forum Pluri'Elles BATIK International, le 23 mai 2013

Le 23 mai 2013, BATIK International, en partenariat avec le Centre Hubertine Auclert, organise le Forum Pluri'Elles, à la Maison des Associations de Solidarité (Paris 13e). Ce Forum est organisé dans le cadre du projet Genre et Economie Pluri'Elles pour lequel BATIK International et ses partenaires méditerranéens mettent en place des initiatives au Maroc, en Tunisie, en Algérie et en Egypte afin de faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités génératrices de revenu. Le programme est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Séminaire de tourisme Israël - France, les 18 et 19 juin 2013, à Hadera

Shlomo Bohbot, maire de Maalot Tahshiha et président de l'Union des collectivités locales en Israël, et Haim Avitan, maire de la ville d'Hadera et président de la sous-commission aux affaires d'ULAI, ont l'honneur de vous inviter pour un séminaire sur le thème du tourisme, les 18 et 19 juin 2013. La journée du mardi 18 juin se déroulera dans la ville d'Hadera. Elle donnera l'occasion d'échanger sur le thème du tourisme durable avec des experts et les homologues israéliens. Un déjeuner officiel sera organisé en présence de Monsieur Bohbot.

La journée du 19 juin sera dédiée aux visites de terrains notamment dans la ville d'Haifa, de Beit Shen et dans un village arabe. Pour de plus amples informations, vous pouvez contacter Shiri Steinhardt-Sela (shiris@masham.org.il ; tél. : 00972 3 684 42 13).

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Montée des tensions au Liban

Début mai, les répercussions du conflit syrien se font ressentir de plus en plus fortement au Liban. Après l'humiliation d'un Alaouite à Tripoli par des sunnites, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a confirmé l'implication des troupes de son parti aux côtés des forces de Bachar Al-Assad, notamment dans le bombardement de Homs.

La coalition du 14 mars, pro-occidentale, a quant à elle, dénoncé les engagements du Hezbollah aux côtés du régime syrien, qui risque de conduire l'Etat libanais dans un nouveau cycle de violence et de discorde.

(Source : www.lorientlejour.com)

PALESTINE

Président du groupe-pays : Claude Nicolet, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Démission de Salam Fayyad, Premier ministre palestinien

Mahmoud Abbas a accepté la démission de son Premier ministre le 13 avril dernier suite à de nombreux différents notamment sur les questions budgétaires. Cette démission intervient peu de temps après la visite de Barack Obama à Salam Fayyad. En effet, ce dernier avait le soutien des Etats-Unis, de l'Europe et des pays arabes.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org



Thématiques

TOURISME RESPONSABLE

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

8^e Rencontres européennes et internationales sur le thème « Patrimoine et tourisme », le 4 juillet 2013, à Paris

L'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire et des villes à secteurs sauvegardés, en association avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture et de la Communication, organise à l'Assemblée Nationale, des rencontres multiacteurs dans le cadre de la Plateforme internationale « Patrimoine et coopération décentralisée ». Ces journées d'échanges traitent de la gestion du patrimoine urbain, les inscriptions se font en ligne sur le site Internet : www.an-patrimoine.org.

Les îles à l'honneur de la 7^e Journée mondiale pour le tourisme durable, le 3 juin 2013, au conseil régional d'Ile-de-France



La Coalition internationale pour un tourisme responsable et ses partenaires organisent, comme chaque année à la même période, la 7^e édition de la Journée mondiale pour un tourisme responsable, le lundi 3 juin 2013, au conseil régional d'Ile-de-France.

Le thème des îles comme laboratoire du tourisme durable soulève la problématique de la gouvernance et la préservation des patrimoines insulaires. L'espace géographique associé est « les îles vanilles » nouvelle marque territoriale rassemblant les Comores, Madagascar, l'île Maurice, l'île de La Réunion et les Seychelles.

Appuyé par le ministère des Affaires étrangères et le conseil régional d'Ile de France, l'événement est ouvert aux collectivités engagées dans des partenariats de coopération avec des collectivités insulaires, ou étant insulaires elles-mêmes. Cités Unies France pourra assurer le lien avec l'équipe d'organisation pour faciliter l'intégration de témoignages de projets de coopérations.

DEVELOPPEMENT URBAIN

Mobilité urbaine et coopération décentralisée

Cités Unies France, CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains), l'Agence France de Développement et le GART (Groupe pour les Autorités Responsables de Transport) publient « L'action internationale des collectivités en matière de mobilité : pourquoi et comment accompagner les villes en développement ? ».



EAU ET ASSAINISSEMENT

Report de la réunion Eau et assainissement

La première réunion du groupe Eau et Assainissement de CUF, annoncée le 5 juin prochain dans la dernière édition de la newsletter (avril 2013) est reportée à la rentrée, probablement en septembre.

CUF enverra par mail à toutes les collectivités inscrites dans sa base de données les documents de travail préalables à la création de cette nouvelle enceinte de concertation thématique.

Festival Lafi Bala, 28 et 29 juin à Chambéry : Renforcer les services d'eau et d'assainissement dans les pays subsahariens, Regards croisés à partir d'expériences menées au Burkina Faso, au Sénégal et à Madagascar



Comme tous les deux ans, la ville de Chambéry organise le festival Lafi Bala qui réunit près de 15 000 personnes autour de la culture ouest africaine. Cette année, il aura lieu les 28 et 29 juin 2013 et portera sur la thématique « Eau et assainissement ». L'organisation est déléguée à la coopération Chambéry-Ouahigouya en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères, la région Rhône-Alpes, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse, RESACOOOP et Cités Unies France. Le Programme Solidarité Eau se voit déléguer la structuration thématique du forum.

Plus de renseignements : Ville de Chambéry : tél. : 04 79 60 23 05-courriel : chambery.ouahigouya@mairie-chambery.fr

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement durable, Développement urbain, Eau et assainissement)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Thématiques

INSTITUTIONS EUROPEENNES

« Les autorités locales demeurent l'une de nos priorités les plus importantes » a déclaré au Comité des régions le Commissaire européen en charge du développement, Andris Piebalgs, lors des 3^e assises de la coopération décentralisée, à Bruxelles

Se sont déroulées, les 9 et 10 avril, les 3^e assises européennes de la coopération décentralisée à Bruxelles. Près de 500 participants, des collectivités territoriales européennes et partenaires ont débattu pendant ces deux jours autour de différents thèmes tels les autorités locales et le processus international du développement pour après 2015 ou encore le renforcement des capacités des collectivités : un soutien pour le développement. Les déclarations de la Commission européenne ont démontré la qualité du partenariat et la confiance que les collectivités entretiennent aujourd'hui avec l'Union européenne. Les autorités locales sont reconnues par la Commission comme un corps politique qui doit, au delà d'être un bénéficiaire des subventions, être un interlocuteur privilégié de la mise en oeuvre de la politique européenne de développement. La prochaine communication de la Commission sur les autorités locales sera publiée courant mai 2013. Certains points de cette communication ont été présentés, comme la reconnaissance des autorités locales comme coordinateur et animateur de son territoire.

Promouvoir la décentralisation dans les pays partenaires est devenu central pour l'Union. Cette promotion ne peut pas se faire sans l'expérience des collectivités territoriales européennes en coopération décentralisée dont l'expertise et les partenariats privilégiés qu'elles entretiennent avec les autorités locales partenaires doivent être un des canaux du support de l'Union à la décentralisation. Cet appui à la coopération décentralisée par l'Union a été réclamé par les collectivités partenaires. Il ne reste qu'à souhaiter que ces déclarations fortes soient prises en compte dans la programmation 2014-2020.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

LES COLLECTIVITÉS FACE AUX CRISES

Président du groupe thématique : Jean-Philippe Magnen, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire, conseiller municipal de Nantes

SYRIE

D'après le HCR, l'aide aux réfugiés est saturée

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé que les opérations d'aide aux réfugiés syriens arrivent à leur point de rupture, faute de financements suffisants. Une grande partie des sommes promises par la communauté internationale n'a pas été versée. L'organisation des Nations Unies estime que le nombre de réfugiés augmente de 200 000 personnes par mois. Cet afflux met en particulier à mal le système de santé des pays voisins.

L'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency*) souligne également le fait que les besoins humanitaires augmentent notamment pour les réfugiés palestiniens de Syrie qui représentent une population particulièrement vulnérable.

Au Liban, le Premier ministre Najib Mikati presse la France et la communauté internationale à l'aider à gérer le flux de réfugiés sur son territoire.

(Source : Le Monde)

La Jordanie appelle à l'aide

Le 10 avril, le gouvernement jordanien a ouvert un second camp de réfugiés au nord-est d'Amman, essentiellement pour les veuves, les enfants et les familles sans hommes. Au même moment, le ministre de la santé a lancé à appel urgent pour réunir 271,4 millions d'euros afin de fournir une aide médicale aux Syriens ayant trouvé refuge sur le territoire jordanien. Il souligne le fait que la Jordanie fait « face à une pression énorme ».

(Source : Le Monde)

Le conflit s'intensifie à la frontière syro-libanaise

Ces dernières semaines, les conflits interconfessionnels se sont multipliés de part et d'autre de la frontière syro-libanaise. Le Hezbollah chiite libanais soutient le président syrien Bachar Al Assad. Des combats ont opposé des rebelles syriens aux forces du Hezbollah du côté syrien de la frontière et des roquettes ont été tirées sur le Liban, jusqu'à la ville d'Hermel. Le contrôle de la frontière dans le nord de la région de la Bekaa, en Syrie, est un enjeu stratégique en matière de ravitaillement pour les rebelles d'Homs.

Attentat à la frontière turco-syrienne

Un attentat a provoqué la mort d'au moins quarante personnes et une centaine de blessés dans la ville de Reyhanli, au sud de la province d'Hatay, samedi 11 mai. À proximité d'un grand camp de réfugiés, Reyhanli est une base arrière pour la rébellion et pour l'aide humanitaire, sur le territoire turc. Cet attentat pourrait aussi bien prendre pour cible la Turquie que l'opposition syrienne.

Thématiques

CULTURE

Colloque : « Culture et action internationale des collectivités territoriales », les 18 et 19 avril 2013, à Toulouse

Les 18 et 19 avril 2013, à Toulouse, s'est tenu le colloque « Culture et action internationale des collectivités territoriales » organisé par Cités Unies France et la ville de Toulouse.

Ouvert par Pierre Cohen, maire de Toulouse, et Kader Arif, ministre délégué chargé des Anciens combattants et conseiller municipal de Toulouse, cet événement a abordé de manière transversale la place de la politique culturelle dans la coopération décentralisée, le rôle des collectivités territoriales dans l'action culturelle internationale et sa contribution au développement des territoires.



En partenariat avec l'Institut Français, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Culture, l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire (ANVPAH) et l'association Culture et développement, quatre ateliers ont structuré la rencontre :

- résidences d'artistes : enjeux et perspectives,
- livre et lecture,
- patrimoine et développement territorial,
- industries créatives et développement territorial.

Des tables rondes des professionnels, réunissant les participants autour de sujets spécifiques (festivals, expositions, patrimoine, éducation culturelle, résidences) ont également marqué un temps fort de l'événement, permettant un échange de conseils et savoir-faire entre différents acteurs.



Réunissant plus de 120 participants issus des collectivités, associations ou encore des techniciens et artistes, ce colloque a constitué une base pluridisciplinaire pour lancer une réflexion globale autour de la culture dans la coopération décentralisée à Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Virgine Rouquette, chargée de mission (Culture et Recherche)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS - CGLU



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos

Le bureau mondial de CGLU réuni du 5 au 7 juin 2013, à Lyon

Du 5 au 7 juin, Lyon et Rhône-Alpes accueilleront le bureau mondial de Cités et gouvernements locaux unis. Ce sera la dernière réunion du bureau avant le congrès de CGLU, du 1^{er} au 4 octobre 2013, à Rabat.

A Lyon, des nouvelles avancées sont attendues vers un rapprochement de CGLU avec le réseau mondial des régions. Le Congrès devrait être l'occasion de présenter un modèle organisationnel et des objectifs et un programme de travail concertés.

Les commissions et de groupes de travail - souvent avec un investissement français appuyé, tiendront des séances de travail. CUF contribuera, en particulier, à la commission coopération décentralisée et diplomatie des villes. Des rapports sur des initiatives au Mali et au Moyen Orient (Syrie) seront présentés.

Les délégués européens se réuniront pour préparer le congrès et la nomination des candidats européens aux instances mondiales. CUF et l'AFCCRE y participeront, bien entendu.

CGLU et Cités Unies France

CGLU sera l'un des sujets du bureau exécutif de Cités Unies France du mercredi 19 juin. A l'assemblée générale de CUF, le 2 juillet, en présence du secrétaire général, Josep Roig, l'organisation mondiale et son congrès seront également à l'ordre du jour.

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire à l'international : « Partir ou pas ? »	Ivry-sur-Seine	16 - 17 mai	CUF / ANACEJ / France Volontaires
Réunion du groupe-pays Inde	Paris (ADF)	21 mai	CUF
Réunion du groupe-pays Mali	Paris	27 mai	CUF
Rencontres franco-mauritaniennes de la coopération décentralisée	Savigny-le-Temple	31 mai	Comité de pilotage
Réunion du groupe thématique Eau et assainissement	Paris	5 juin	CUF
7 ^e journée mondiale pour le tourisme durable	Conseil régional d'Ile-de-France	3 juin	Coalition internationale pour un Tourisme responsable et ses partenaires
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	4 juin	CUF
Réunion du bureau exécutif de CGLU	Lyon	5 - 7 juin	CGLU / Ville de Lyon / Région Rhône-Alpes
9 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Brest	10 - 12 juin	Comité de pilotage
3 ^{ème} congrès mondial du « Forum des autorités locales de périphérie pour les métropoles solidaires »	Canoas, Brésil	11 - 13 juin	Comité de pilotage
Comité de pilotage français préparation des 2 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	CUF	12 juin	CUF
VII ^e Congrès latino-américain des villes et gouvernements locaux	Iguazu, Province de Misiones, Argentine	12 - 14 juin	FLACMA - Fédération Latino-américaine des Villes, Municipalités et Associations de Gouvernements Locaux
Réunion du bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	19 juin (matin)	CUF
Séminaire de tourisme Israël-France	Hadera	18 - 19 juin	Ville de Maalot Tahshiha / ville d'Hadera
Forum Villes Durables	San Salvador	24 - 26 juin	IFAC/IRD/PNUD/Ambassade de France au Salvador
Comité de pilotage mixte du programme d'appui à l'approvisionnement en eau et assainissement de 9 communes au Burkina Faso	Chambéry	27 juin	Comité de pilotage
Forum : « Renforcer la gestion des services d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud »	Chambéry	28 - 29 juin	Ville de Chambéry / pS-eau
4 ^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités Assemblée générale de CUF	Palais des Congrès de Paris	1 ^{er} - 2 juillet 2 juillet	CUF / ICIC
Réunion RCDP	Paris	1 ^{er} juillet	CUF
Réunion Maroc	Paris	1 ^{er} juillet	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Coopération décentralisée et l'accès à l'assainissement	Paris	1 ^{er} juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Algérie : Projet NADA « Droits et citoyenneté, facteurs d'intégration »	Paris	1 ^{er} juillet	CUF
Comité de pilotage du Programme concerté Liban	Paris	1 ^{er} juillet	CUF / Programme concerté Liban
Réunion de lancement du groupe-pays Russie	Paris	2 juillet	CUF
Chine : préparation Séminaire de Chengdu octobre 2013	Paris	2 juillet	CUF
Réunion du groupe-pays Sénégal	Paris	2 juillet	CUF
Les collectivités territoriales dans la Semaine de la Solidarité Internationale (SSI)	Paris	2 juillet	CUF
Réunion thématique Transport : Enjeux de la mobilité urbaine dans les villes africaines et perspectives des collectivités françaises en matière de mobilité urbaine	Paris	2 juillet	CUF / GART / CODATU
8 ^{èmes} Rencontres européennes et internationales sur le thème « Patrimoine et tourisme »	Paris (Assemblée Nationale)	4 juillet	Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire / Ministère des Affaires étrangères / Ministère de la Culture et de la Communication
Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne	Niamey	8 - 10 juillet	Comité de pilotage
4 ^{ème} Congrès mondial de CGLU : « Imaginer la société, construire la démocratie »	Rabat, Maroc	1 ^{er} - 4 octobre	CGLU
Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	Valence, Lyon	14 - 17 octobre	Comité de pilotage
6 ^{ème} sommet EuroIndia Center	Hyderabad, Inde	21 - 22 octobre	EuroIndia Center
Deuxième séminaire préparatoire aux Assises franco-chinoises de 2014	Chengdu	21 - 22 octobre	Comité de pilotage
2 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-indienne	Rennes	13 - 14 novembre	Comité de pilotage
Forum Educasport Monde	Paris	27 - 29 novembre	Agence pour l'éducation par le Sport (APPELS)
Forum Dunkerque +10	Dunkerque	28 - 29 novembre	RCDP / COEPPPO / Dunkerque Grand-Littoral / Région Nord pas de Calais / CUF / CGLU / MAE
Colloque scientifique sur l'action internationale des collectivités locales	Grenoble	4 - 6 décembre	CUF / Institut d'Etudes Politiques de Grenoble / IDHIL

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2013)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2013
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2013
DPNG	Dossier Pays Niger (première édition - juillet 2013)	2013
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007



Publications

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010

Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REFo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REFo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REFo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REFo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REFo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REFo6	NOUVEAU ! Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012

Ouvrages hors collection

HCCD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€
AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	NOUVEAU ! Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 3 - septembre 2012 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2012	30€





9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org